

Communiqué de presse**L'Allemagne perd une occasion historique**

(Traduit)

À l'occasion du 60e anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques avec l'entité juive, la République fédérale d'Allemagne gâche l'occasion historique qui lui est offerte de se libérer de la culpabilité fabriquée à l'égard des Juifs. Au lieu de cela, l'obsession du soi-disant « intérêt national suprême » - un prétexte utilisé pour justifier le soutien inconditionnel à l'entité juive - a atteint un nouveau sommet avec la déclaration selon laquelle le soutien à cette entité est le « cœur de l'existence allemande » !

Après avoir été élu 10e chancelier de la République fédérale d'Allemagne, Friedrich Merz a déclaré dans son discours du 14 mai 2025 que les relations avec l'entité juive sont « un miracle et un cadeau de « l'État d'Israël », que nous, en République fédérale d'Allemagne, n'aurions jamais pu espérer. L'existence et la sécurité de « l'État d'Israël » ont été et resteront l'intérêt national suprême de notre État". Deux jours auparavant, lors de sa réception du président de l'entité, M. Herzog, le chancelier avait exprimé sa gratitude et décrit l'amitié entre l'entité juive et l'Allemagne comme « un grand trésor qui doit être préservé quatre-vingts ans après l'Holocauste commis par les Allemands ». Le nouveau ministre des affaires étrangères, Johann Wadephul, a expliqué que cette amitié se manifestait par un soutien actif à la politique coloniale sioniste en Palestine. Il s'est rendu à Tel Aviv immédiatement après sa prise de fonction et a déclaré : « La sécurité d'"Israël" est la responsabilité de l'Allemagne et la pierre angulaire de sa politique étrangère ». Son appel au cessez-le-feu à Gaza n'est pas motivé par le souci de protéger la vie des 2,1 millions de Palestiniens menacés par les frappes aériennes et la famine, mais uniquement par le désir d'assurer la pérennité de l'entité juive. Il a déclaré : "Je ne suis pas sûr que tous les objectifs stratégiques [d'Israël] puissent être atteints de cette manière, ni que cela serve la sécurité à long terme d'"Israël". C'est pourquoi nous appelons à un retour à des négociations sérieuses sur un cessez-le-feu".

Le nouveau gouvernement fédéral n'a pas seulement poursuivi dans la voie de l'« intérêt national suprême », concept inventé par l'ancienne chancelière Angela Merkel et repris par son successeur Olaf Scholz, il l'a élevé à un niveau d'irrationalité totale. Dans un message publié sur la plateforme X à l'occasion du 60e anniversaire des relations diplomatiques avec l'entité, le chancelier Merz a exprimé cette obsession en déclarant : « L'existence et la sécurité d'"Israël" sont enracinées dans l'essence de notre propre existence. » Il a également confirmé que Benjamin Netanyahu était le

biennu en Allemagne malgré le mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale. À cette fin, le chancelier trouvera les moyens et fera tout ce qui est en son pouvoir pour éviter d'appliquer la décision de la CPI. Cette subversion juridique, selon l'expert juridique Kai Ambos, fait de ce que l'on appelle le droit international une farce vide de sens.

Ces déclarations interviennent alors que le génocide de Gaza a déclenché un changement de perspective global sur la question palestinienne. Le scepticisme ouvert quant à la légitimité de l'entité juive est en hausse. La destruction totale des infrastructures civiles, la famine de millions de personnes et le massacre de personnes âgées, de femmes et d'enfants ont exposé de manière flagrante la nature brutale de cette entité à l'opinion publique mondiale - et ont également provoqué un changement significatif dans le sentiment de l'opinion publique allemande.

Le concept d'« intérêt national suprême », tel que défini par le gouvernement, a été publiquement rejeté par d'éminents juristes : Joachim Wieland l'a qualifié de concept contraire aux libertés juridiques, Kai Ambos l'a qualifié d'autoritaire et d'antithétique au droit, Marietta Auer l'a qualifié de concept politique sans effet juridique, et les services scientifiques du Bundestag l'ont catégorisé comme un simple principe politique. Même des survivants de l'Holocauste ont condamné la guerre de l'entité juive contre Gaza en la qualifiant de génocide. Si un sentiment de culpabilité à l'égard de l'entité était ancré dans la conscience collective, il a été brisé par les événements du 7 octobre 2023 et les massacres perpétrés par la suite par les Juifs à Gaza. L'Allemagne a aujourd'hui une occasion historique de se libérer de cette culpabilité éternelle à l'égard des Juifs et de tirer les bonnes leçons de sa propre histoire. Une véritable application du principe « Plus jamais ça » doit signifier une prise de position ferme contre le déplacement et l'extermination d'un peuple entier.

C'est une folie politique pour le gouvernement allemand de poursuivre dans cette voie erronée. S'il manque cette occasion historique de se libérer du joug de l'entité juive, il doit se préparer à en subir les conséquences. S'il continue à croire qu'il est responsable de la sécurité de l'entité, il devra rendre des comptes. Ce n'est qu'une question de temps avant que la Oumma islamique ne retrouve sa volonté politique et sa capacité à se défendre par le biais du Khilafah Rashidah (Califat bien guidé), qui démantèlera de manière décisive le système colonial au Proche et au Moyen-Orient.

L'Allemagne est-elle prête à assumer la responsabilité des crimes commis par les Juifs ce jour-là ?

﴿هَذَا بَلَاغٌ لِلنَّاسِ وَلِيُنذَرُوا بِهِ﴾

“ Ceci est un message (le Coran) pour les gens afin qu'ils soient avertis ”
[Ibrahim:52]

Bureau des médias du Hizb ut Tahrir
dans les pays germanophones